

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE TOMBOUCTOU
Cercle de Niafunké
Commune rurale de Soumpi

PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE SOUMPI

2006 - 2010

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



Mai 2006

SOMMAIRE

I.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	3
II.	APERCU SUR LA COMMUNE :	3
III.	RESULTATS DU DIAGNOSTIC COMMUNAL.....	4
	• L'agriculture	5
	• Elevage	6
	• Pêche.....	7
	• Artisanat.....	7
	• Commerce.....	7
	• Santé.....	7
	• Hydraulique.....	8
	• Education.....	8
	• Communication et Désenclavement.....	8 et 9
IV.	RESULTATS DE L'ATELIER DE PLANIFICATION.....	9 et 10
V.	CADRE LOGIQUE.....	11
VI.	SUIVI -EVALUATION : Indicateurs liées aux différentes composantes...	15
VII.	PROGRAMME ANNUEL.....	19

- Listes de présence des élus, agents communaux, services techniques et partenaires au développement présents au processus d'élaboration du plan de Sécurité alimentaire de la commune.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION:

Le processus de décentralisation engagé par l'Etat suppose que les collectivités territoriales (CT) prennent en charge leurs affaires locales. Elles ont ainsi la mission de conception, de programmation et de mise en œuvre des actions de développement économique, social et culturel.

L'Etat malien dans sa politique de lutte contre la pauvreté a mis en place une structure pour juguler les effets de la pauvreté à savoir le Commissariat à la Sécurité Alimentaire qui après une mission de terrain s'est rendu compte des principaux besoins des populations. D'où l'une des recommandations de cette mission a été d'instituer un plan de sécurité alimentaire dans chaque commune.

La notion de sécurité alimentaire est définie comme :

- « accès par toutes les personnes à tout moment à une nourriture suffisante pour mener une vie active et saine » par la Banque Mondiale ;
- « L'accès durable et assuré pour tous les groupes et individus sociaux à la nourriture adaptée en quantité et en qualité pour satisfaire nos besoins alimentaires »

C'est dire que l'assurance d'une bonne sécurité repose sur la mise en place des 4 piliers suivants : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité.

Il faut noter que la commune de Soumpi est une commune qui dispose de beaucoup d'espaces cultivables et des ressources en eau du cercle. Aussi elle a été frappée par certaines crises alimentaires des années 1973 et 1985 et fut touchée par la dernière invasion acridienne de 2004.

C'est à la suite d'un atelier tenu du 03 au 05 février 2006 dans les locaux de l'hôtel campement que les partenaires ont décidé d'appuyer la commune de Soumpi à élaborer son Plan de sécurité alimentaire pour l'exercice 2006-2010.

L'objectif global est d'assurer la sécurité alimentaire de l'ensemble des 17 508 âmes de la commune.

II. APERCU SUR LA COMMUNE :

S'étendant sur près de 1 600 Km² et peuplée de près de 17 508 habitants, la Commune rurale de Soumpi est limitée à l'Est par la Commune rurale de Soboundou, à l'Ouest par la Commune rurale de Dianké, au Nord par la Commune rurale de Aljounoub et au Sud par la Commune rurale de Youwarou.

Rattachée au cercle de Niafunké, la Commune rurale de Soumpi reste très multi ethnique : Sonrhaï (62%), Peuls (22,5%), Bambara (10%), Sorkos, Bozos, Tamasheks, maures etc. Elle est jeune et l'émigration est assez forte ; le niveau de vie est très faible particulièrement dans les villages.

Les activités quotidiennes s'articulent autour de l'agriculture (secteur où déjà de grands progrès sont perceptibles) l'élevage, la pêche et de plus en plus le commerce.

De l'avènement de la commune à nos jours de nouveaux horizons sont explorés en l'occurrence la création d'écoles (par l'appui des partenaires au développement : PAIB, GTZ), le renforcement des capacités institutionnelles et la construction des infrastructures économiques (par le PADL-T) et sanitaires (PAIB, PDZL II), SMARA.

Puisque le développement est un processus perpétuel, la commune doit y persévérer en s'appuyant sur le recouvrement des impôts et taxes, condition si ne quantum pour accéder pour répondre aux problèmes de sa population notamment la question de la sécurité alimentaire

La commune rurale de Soumpi est certainement promise à un bel avenir mais à condition de pouvoir combiner harmonieusement la nécessité de mobiliser les ressources financières, la bonne gouvernance et l'exploitation judicieuse des fonds des partenaires au développement.

La végétation assez pauvre est constituée d'espèces épineuses (acacias), de doums, de ligneux, d'herbes graminées telles le bourgou etc. Le climat est de type sahélien (16ème degré de l'altitude Nord) avec deux saisons : une pluvieuse (juillet à septembre) et une sèche (octobre à juin).

III. RESULTATS DU DIAGNOSTIC COMMUNAL :

Essentiellement constituée de peulh, bambara, sonrhaï la population de la commune de Soumpi migre vers les centres urbains surtout au moment de la saison sèche. La migration demeure un phénomène qui touche surtout les bras valides à la recherche de revenus dans les pays voisins.

Le conseil communal est composé de 17 élus avec un niveau d'instruction assez moyen. Ils sont issus en majorité de la formation politique de l'URD (12 élus) de l'ADEMA (5) . Il faut noter que 8 de ces élus sont des anciens qui faisaient partir du 1^{er} conseil communal issu des élections de 1999, soit un taux de 55% d'anciens élus. Cependant le bureau communal est 100% URD.

Ici les sessions se tiennent régulièrement avec un taux de participation de l'ordre de 90% à 95% des conseillers communaux.

La mairie passe généralement par le canal de la Sous Préfecture pour inviter les services techniques dans les affaires de la municipalité. Il y a lieu de noter que les partenaires au développement participent beaucoup à la vie de la collectivité. La population est informée par les affiches et par le canal des chefs de villages à l'occasion des sessions et des réunions auxquelles ils participent généralement.

A Soumpi il existe un cadre de concertation entre la collectivité et les populations qui mérite d'être amélioré.

Dans la commune s'est développé un mouvement de regroupement à travers les associations et coopératives et cela dans tous les secteurs de la vie professionnelle. On compte aujourd'hui 10 associations, 1 organisation de jeunes avec un niveau de formation passable. Il existe dans la commune 4 GIE et les ONG sont au nombre de 10.

La commune de Soumpi, malgré la richesse et la diversité de ses ressources connaît un taux de recouvrement qui mérite d'être amélioré. Il urge de redynamiser la fréquentation de marché cela afin d'améliorer les recettes du marché et autres taxes, mais aussi développer l'économie de la ville chef lieu du cercle. En effet le marché connaît une fréquentation très modeste. La mairie en se proposant de réhabiliter le dit marché répond au grand souci des commerçants.

Il est loisible de constater aujourd'hui qu'avec la naissance des collectivités la commune dispose de tous ces prestataires qui participent pour beaucoup dans la maîtrise d'ouvrage des marchés communaux.

Au titre du recouvrement le résultat du dans le recouvrement des impôts et taxes pour 2005 est de : **53,82 %** (source perception Niafunké)

Les résultats des diagnostics sont révélateurs d'un climat d'intéressement dans la participation aux affaires de la commune. Cependant il ressort des analyses que l'insécurité alimentaire est très élevée dans la commune d'où la recherche des solutions aux problèmes et contraintes posés.

Voici les résultats issus des diagnostics par domaines d'activités :

1. L'agriculture :

Elle est la principale activité de la population et est dominée par les cultures céréalières (riz, mil, sorgho) et les cultures de rentes pratiquées dans les mares, lacs et sur les plaines dunaires. La superficie totale exploitée (2003-2004) est de 7 807 hectares dont 4 496 aménagés. Le système de production est basé sur les spéculations de riz, mil, sorgho, niébé et arachides.

La production totale des céréales de la campagne 2003-2004 s'élève à 9 018 tonnes. Les rendements à l'hectare sont compris entre 500 et 3 500 Kg pour les céréales. La répartition des terres est de type traditionnel au niveau du village et concerne les mares et lacs ayant subi peu ou pas d'aménagement. Au niveau des aménagements nouveaux la gestion est confiée à un comité de gestion mis en place par les communautés bénéficiaires. L'ensemble des surfaces aménageables de la commune s'élève à 11 280 hectares.

Les principales contraintes sont le déficit pluviométrique, l'insuffisance des crues, l'état défectueux de l'ouvrage régulateur de l'eau du Kabara et l'ensablement du chenal alimentant le lac.

2. L'élevage :

Il constitue une place importante au niveau de la commune à cause de l'existence de très grandes potentialités en eau de surface et de zones de pâturage. L'élevage constitue la deuxième activité économique de la commune. Les principaux animaux élevés sont : les bovins, les caprins, les ovins, quelques asins, équins, camelin et volaille.

Voici le nombre de cheptel :

- Bovins : 14 332
- Ovins : 27 998
- Caprins : 32 667

- Equins : 55
- Asins : 3 892
- Camelin : 1 302
- Volailles : 97 637

N.B : (source Antenne SLACAER Niafunké)

Les principales contraintes de l'élevage sont le surpâturage, l'insuffisance d'aménagements des points d'eau dans la zone exondée, l'absence des soins et de suivi sanitaire et enfin la non valorisation des sous produits d'élevage.

3. La pêche :

Elle est pratiquée dans la commune sur le fleuve Niger, dans les mares aménagées et naturelles ainsi que dans le lac Kabara et les étangs. Les prises sont évaluées à 723, 193 tonnes de janvier à octobre. Pour la transformation du poisson, le PDZL a octroyé 2 fours à l'association des pêcheurs de la commune à titre expérimental.

Les principales contraintes sont d'ordre climatique notamment l'insuffisance de crue et l'assèchement précoce de certaines mares. Elles sont aussi d'ordre technique se traduisant par le manque d'équipements, d'ordre organisationnel ressenti dans le fonctionnement de quelques associations et coopératives. L'insuffisance de l'encadrement et des appuis se fait ressentir tant au niveau de la conservation, de la transformation que de la commercialisation.

4. L'artisanat :

L'artisanat est très pratiqué par la population surtout les femmes (chaque femme pratique au moins une activité artisanale). Il repose essentiellement sur la vannerie, la tannerie et la forge.

Les principales contraintes sont la rareté des matières premières et l'absence d'appui à la production et à l'amélioration de la qualité des produits utilitaires. On dénote également la faible capacité d'organisation des artisans et l'insuffisance d'équipements adéquats.

5. Le commerce :

Il occupe une minorité de personnes et concerne surtout les produits agricoles et artisanaux, le bétail sur pied, les poissons et divers articles de consommation courante écoulés sur les marchés de la place (Soumpi, Dari et Attara) et ceux des communes voisines.

Les principales contraintes sont le mauvais état des pistes, l'enclavement intérieur de la commune et le manque de débouchés.

6. Education :

Les statistiques scolaires de l'année derrière sont révélatrices d'un taux de scolarisation appréciable. Sur 1 051 enfants recensés, 841 ont été inscrits dans les différentes écoles de la commune soit un taux de scolarisation d'environ 80%. Au total 25 enseignants assurent l'encadrement de 1 596 élèves régulièrement inscrits dans la commune.

Les besoins en personnel d'encadrement s'élèvent à 23 enseignants. En ce qui concerne les infrastructures scolaires, les besoins concernent 6 écoles pour 18 nouvelles salles complétant les premiers cycles.

7. La Santé :

La Commune de Soumpi comprend 3 aires de santé (Soumpi, Kabara et Attara) et dispose de 2 centres de santé fonctionnelle (Soumpi, Dofana et Attara) au moment de la mission d'enquête. La situation sanitaire de la commune se caractérise par des résultats plus satisfaisants au niveau de l'aire d'Attara pour les consultations et les vaccinations. Cette situation est liée à l'importance de son centre commercial et à son rôle de carrefour dans la commune.

Pour faciliter l'accès des populations aux soins de santé, la commune prévoit 1 CSCOM dans la zone du lac de Kabara conformément aux aires de santé et la dotation de la commune en deux (2) ambulances.

8. Hydraulique :

Selon la direction régionale de l'hydraulique, la commune de Soumpi grâce à l'appui de ses partenaires possède 65 puits modernes (dont 1 puit citerne), 3 forages équipés de pompes manuelles dont 2 fonctionnels. La commune compte 2 villages /fractions qui ne possèdent pas d'infrastructures en eau potable. A ces 2 villages et fractions il faut ajouter le lot des sites de peuplement non officiels d'environ 3 803 habitants

9. Communication et Désenclavement :

La commune de Soumpi connaît un enclavement sans précédent pendant la crue. Il faut peiner pour joindre Niafunké ou Léré. La voie routière devient très difficile à pratiquer. En saison sèche des pistes relient la commune aux principaux centres commerciaux tels que Léré, Niafunké et Mopti.

Relier le chef lieu de la commune pendant la saison des pluies relève d'un véritable parcours de combattant. Les pistes sont très difficiles dans la partie du Gourma. Partout ce sont des mares ou lacs qu'on relève. Ce qui ne favorise pas du tout l'approvisionnement en produits de qualité dans la commune. La ville de Soumpi dispose d'un réseau administratif de transmission et environ 4 autres rac.

La mairie dispose de deux motos, cependant ces motos pratiquement amorties peuvent difficilement être utilisées pour le fonctionnement. Ce qui pose énormément de problèmes pour le conseil communal.

L'analyse des diagnostics démontre un ensemble de potentiels agro - sylvo - pastoral très conséquents dans la commune. Cependant les contraintes liées aux aléas climatiques, à l'invasion acridienne, à la coupe abusive du couvert végétal risquent de compromettre le développement de la jeune commune.

Malgré tout, si les interventions des partenaires au développement comme le PADLT, le Programme Mali Nord, l'ANICT, PACR, Woyo Kondeye, SMARA et tant d'autres, sont suivies régulièrement avec intelligence de la part des autorités ; elles pourront générer beaucoup d'espoir au sein de la population.

Les récentes journées de concertations ont relevé les immenses besoins et attentes des différentes couches de la population. C'est pourquoi 4 grands axes de développement se révèlent prioritaires pour assurer la sécurité alimentaire dans la commune.

Ce sont :

- *L'augmentation de la production agro - sylvo - pastorale pour une grande disponibilité ;*
- *L'amélioration de services sociaux de base à travers une utilisation rationnelle et en qualité de la consommation alimentaire ;*
- *La promotion du développement à partir des ressources locales en vue d'assurer leur stabilité ;*
- *Le désenclavement de la zone à travers la réalisation des pistes rurales afin de développer le commerce, le transport et la communication.*

IV. RESULTATS DE L'ATELIER DE PLANIFICATION

L'atelier a regroupé le 20 Mai 2006 les élus, services techniques de la commune et partenaires au développement autour des résultats issus des concertations villageoises le 19 mai 2006. L'animation était assurée par les conseillers CCC du Haoussa.

L'atelier, a débouché sur la programmation des actions pour une période de 5 ans. Aussi, élus, services techniques et partenaires au développement se sont largement impliqués pour la réalisation du PSA qui a abouti sur la programmation de plus d'une vingtaine de projets dont les coûts restent dans l'ensemble à déterminer dans le temps.

Ce sont essentiellement des projets qui embrassent tous les 4 piliers sur lesquels repose la sécurité alimentaire précédemment cités plus haut.

Ils ressort de ces journées que les attentes/projets sont grands et nombreux et requièrent des ressources financières loin des capacités de mobilisation financière de la commune.

Les choix qui ont été porté sur des secteurs productifs doivent recueillir le soutien de tous les bailleurs de fonds de la commune car les communautés sont très éprouvées par les résultats négatifs des campagnes agricoles. Les femmes surtout ont besoin de fonds pour développer des activités génératrices de revenus (AGR). Quant aux populations, elles doivent savoir que seul le paiement des impôts et taxes peut conduire à l'aboutissement de leurs préoccupations.

Il reste entendu que l'instauration de la sécurité alimentaire dans la commune reste tributaire beaucoup d'actions qui peuvent concerner tous les secteurs de la vie : agriculture, élevage, communication, désenclavement et encadrement et appui financier des populations. C'est pourquoi les actions retenues y font référence.

*Lu, discuté et adopté en session du conseil communal à Niafunké le.
..../..../2006*

Le Maire

I. CADRE LOGIQUE DU PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE

Contraintes	Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Intervenants	Période	Responsables
DISPONIBILITE							
Non aménagement des mares	Assurer l'auto suffisance alimentaire	Réduire l'insécurité alimentaire	Etude, Surcreusement et aménagement chenaux (surcreusement du chenal et réparation de l'ouvrage et des digues)	Toutes les mares sont aménagées	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Insuffisance	Assurer la sécurité alimentaire	Suffisance de l'alimentation sur les marchés	Banques de céréales	Avoir un nombre suffisant de banques de céréales	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Ensablement des mares	Disposer d'espaces cultivables	Aménagement des mares	Désensablement des mares	Augmentation de la production	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Absence de micro crédit	Développer le petit commerce	Augmenter les revenus de la ménagère	Appui aux AGR	Assurer la croissance économique	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Dégradation des PIV	Augmenter sur la production agricole	Assurer l'auto suffisance alimentaire	Réaménagement de 5 sites de PIV	Avoir les 5 PIV aménagés	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Dégradation des PIV	Augmenter sur la production agricole	Assurer l'auto suffisance alimentaire	Aménagement de 5 PIV de 20 à 30 Ha par site	Avoir les 5 PIV de 20 à 30 Ha aménagés par site	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Insuffisance des aménagements pastoraux	Améliorer les conditions d'abreuvement	Avoir des ressources en eau suffisante	Aménagements pastoraux des mares avec retenue d'eau	Maintenir les animaux	Partenaires CT	2006-2010	Maire

Manque de matériels et de semences	Augmenter sur la production agricole	Augmenter sur la production agricole	Mise en place d'une structure d'approvisionnement en intrants agricoles semences et équipements	Disponibilité des céréales	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Absence de caisses de crédit	Lutter contre la pauvreté	Financer les activités	Mise en place des caisses de crédit	Améliorer la croissance économique	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Manque d'équipements agricoles	Equiper les paysans	Augmenter sur la production agricole	Motopompes, moto cultures, charrues, charrettes, batteuses (Moulins, décortiqueuses, poste de soudure, charge de batterie).	Disposer d'équipements adéquats	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Insuffisance en eau	Approvisionnement en eau de qualité	Assurer les besoins en eau potable	Adduction eau au chef lieu de la commune	Eau pour tous	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Insuffisance de puits et forages équipés de pompe INDIA	Approvisionnement en eau de qualité	Assurer les besoins en eau potable	Puits domestiques à grand diamètre ou forages équipés de pompe INDIA	Eau pour tous	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Insuffisance de puits et forages équipés de pompe INDIA	Approvisionnement en eau de qualité	Assurer les besoins en eau potable	Puits, forage ou pompe india	Eau pour tous	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Insuffisance des puits pastoraux	Améliorer les conditions d'abreuvement	Avoir des ressources en eau suffisante	Puits pastoraux	Maintenir les animaux	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Manque d'équipements piscicoles	Améliorer les conditions de pêche	Augmenter la production	Mise en place d'une structure d'approvisionnement d'équipements de pêche	Equiper les pêcheurs	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Manque de puits maraîchers	Développer le maraîchage	Augmenter les revenus de la	Construction de 3 Puits maraîchers	Assurer la croissance	Partenaires CT	2006-2010	Maire

		ménagère		économique			
Insuffisance de pâturage	Améliorer les conditions des animaux	Augmenter la production animale	Régénération des bourgoutières de 700 ha environ et pâturages éoliens	Assurer la croissance économique	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Existence des déprédateurs	Sécuriser les cultures	Augmenter la production	Dépôt de produits phytosanitaires	Assurer la croissance économique	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Dégradation des forêts	Lutter contre la désertification	Augmenter la production forestière	Restauration des forêts	Protection de l'environnement	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Manque d'atelier	Conservation de la viande séchée	Assurer la sécurité alimentaire	Atelier de production de viande séchée	Assurer la croissance économique	Partenaires CT	2006-2010	Maire
ACCESSIBILITE							
Manque de pistes rurales	Désenclavement de la commune	Fluidité de transport	Réalisation des pistes : Soumpi Kassoum ; Soumpi-Farana ; Farana- Lac Kabara et Farana-Attara	Desservir toute la commune	Etat	2006-2010	Maire
Manque d'infrastructures routières	Désenclavement de la commune	Fluidité de transport	Réalisation, de route Niono-Soumpi	Desservir toute la commune	Etat	2006-2010	Maire
Bac en panne	Désenclavement de la commune	Fluidité de transport	Moteur pour bac de traversée	Desservir toute la commune	Partenaires CT	2006-2010	Maire
Manque de ressources	Subventionner les commerçants	Augmenter les chiffres d'affaire des commerçants	Appui aux commerçants	Assurer la croissance économique	Partenaires CT	2006-2010	Maire
UTILISATION APPROPRIEE							
Absence d'hygiène alimentaire	Assurer la sécurité alimentaire	Assurer l'hygiène alimentaire	IEC	Santé pour tous	Etat/ Partenaires CT	2006-2010	Maire
Manque de Dépôt	Assurer la	Réduire le	Dépôt de pharmacie	Santé pour tous	Etat/Partenaires	2006-2010	Maire

	couverture sanitaire	déplacement					
Insuffisance de jardins maraîchers	Développer le maraîchage	Augmenter les revenus de la ménagère	Jardins maraîchers	Assurer la croissance économique	Partenaires CT	2006-2010	Maire
STABILITE							
Manque d'approvisionnement au niveau des banques de céréales	Assurer la sécurité alimentaire	Améliorer la couverture céréalière	Approvisionnement des banques de céréales	Eviter la soudure	Etat/Partenaires CT	2006-2010	Maire
Manque de pistes et routes	Désenclavement de la commune	Fluidité de transport	Pistes et routes	Desservir toute la commune	Etat/Partenaires CT	2006-2010	Maire

II. SUIVI-EVALUATION : Indicateurs liés aux différentes composantes

Composantes	Activités	Indicateurs	Coût total	Source					Localisation
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	Etude, Surcreusement et aménagement chenaux (surcreusement du chenal et réparation de l'ouvrage et des digues)	Mise en valeur des lacs, écoulement de l'eau Production des cultures	80 000 000	Partenaires CT					Soumpi, Kabara, Bili I et II, N'Gourou, Mourdio Fatta, Mare de Kassoum, Tarabangou
	Banques de céréales	Approvisionnement des villages en quantité suffisante de céréales	20 000 000	Partenaires CT					Dofana, Dari, Kabara, Attara
	Désensablement des mares	Mares fonctionnelles	10 000 000	Partenaires CT					Toutes les mares
	Appui aux AGR	Fonctionnement du commerce	10 000 000	Partenaires CT					Commune
	Réaménagement de 5 sites de PIV	Valorisation des PIV	450 000 000	Partenaires CT					Dari I et II, Mekoré, Soumpi et Doua
	Aménagement de 5 PIV de 20 à 30 Ha par site	Valorisation des PIV	150 000 000	Partenaires CT					Commune
	Aménagements pastoraux des mares avec retenue d'eau	Création des points d'eau	7 000 000	Partenaires CT					Boulibé à Farana
	Mise en place d'une structure d'approvisionnement en intrants agricoles et semences et équipements	Pour la mise en valeur contre saison de riz, blé et maraîchage (d'environ 500 ha)	15 000 000	Partenaires CT					Soumpi
	Mise en place des caisses de crédit	Croissance économique	25 000 000	Partenaires CT					Soumpi
	Motopompes, motocultures, charrues, charrettes, batteuses (Moulins, décortiqueuses,	Equipements agricoles	14 000 000	Partenaires CT					Commune

DISPONIBILITE	poste de soudure, charge de batterie).								
	Adduction eau au chef lieu de la commune	Approvisionnement en eau potable	25 000 000	Partenaires CT					Soumpi
	Puits domestiques à grand diamètre ou forages équipés de pompe INDIA	Approvisionnement en eau	40 000 000	Partenaires CT					Tiakara et Gang
	Puits, forage ou pompe india	Approvisionnement en eau	8 000 000	Partenaires CT					Kassoum et Commune
	Puits pastoraux	Approvisionnement en eau pour animaux	70 000 000	Partenaires CT					Barbaguel, Gari, Tinguel, Zouguel et Inassarakine
	Mise en place d'une structure d'approvisionnement d'équipements de pêche	Equipements de pêche	4 000 000	Partenaires CT					Soumpi
	Construction de 3 Puits maraichers	Développer le maraichage	9 000 000	Partenaires CT					Soumpi, Kassoum et Tiakara
	Régénération des bourgoutières de 700 ha environs et pâturages éoliens	Embouches bovines	6 000 000	Partenaires CT					Villages bourgoutiers
	Dépôt de produits phytosanitaires	Protection des cultures	3 000 000	Partenaires CT					Soumpi
	Restauration des forêts	Protection de l'environnement	18 000 000	Partenaires CT					Toute la commune
Atelier de production de viande séchée	Conservation de la viande séchée	2 500 000	Partenaires CT					Soumpi	
ACCESSIBILITE	Réalisation de la route Niono-Soumpi	Désenclavement de la commune	5 000 000 0000	Partenaires CT					Soumpi-Niono
	Bac de traversée (moteur)	Désenclavement de la commune	1 000 000	Partenaires CT					Attara
	Aménagement de 3 Pistes Rurales	Désenclavement de la commune	24 000 000	Etat					Soumpi Farana ; Soumpi Kassoum ; Farana Lac

									Kabara ; Farana Attara
	Appuis financiers aux commerçants	Développer le commerce	10 000 000	Partenaires CT					Commune
UTILISATION APPROPRIÉE	Dépôt de pharmacie	Couverture sanitaire	4 000 000	Partenaires CT					Soumpi, Attara
	Campagne d'IEC	Couverture sanitaire	3 000 000	Etat/ Partenaires CT					Tous les villages
	Réalisation jardins maraîchers	Disponibilité des produits maraîchers	2 500 000	Etat/Partenaires					Tous les villages
STABILITE	Approvisionnement des banques de céréales	Sécurité alimentaire	5 000 000	Etat/Partenaires CT					Banque de céréales
	Pistes et routes	Désenclavement	300 000 000	Etat/Partenaires CT					Déjà citées

III. PROGRAMME ANNUEL

Composantes	Activités	Indicateurs	Coût total	Sources					Localisation
				Commune	Etat	Partenaires			
						PADL-T	ANICT	3	
DISPONIBILITE	Etude, Surcreusement et aménagement chenaux (surcreusement du chenal et réparation de l'ouvrage et des digues)	Mise en valeur des lacs, écoulement de l'eau Production des cultures	80 000 000	8 000 000			72 000 000		Soumpi, Kabara, Bili I et II, N'Gourou, Mourdio Fatta, Mare de Kassoum, Tarabangou
	Banques de céréales	Approvisionnement des villages en quantité suffisante de céréales	20 000 000	2 000 000		18 000 000			Dofana, Dari, Kabara, Attara
	Désensablement des mares	Mares fonctionnelles	10 000 000	1 000 000		9 000 000			Toutes les mares
	Appui aux AGR	Fonctionnement du commerce	10 000 000	1 000 000		9 000 000			Commune
	Réaménagement de 5 sites de PIV	Valorisation des PIV	450 000 000	45 000 000		202 500 000	202 500 000		Dari I et II, Mekoré, Soumpi et Doua
	Aménagement de 5 PIV de 20 à 30 Ha par site	Valorisation des PIV	150 000 000	15 000 000		67 500 000	67 500 000		Commune
	Aménagements pastoraux des mares avec retenue d'eau	Création des points d'eau	7 000 000	700 000		6 300 000			Boulibé à Farana
	Mise en place d'une structure d'approvisionnement en intrants agricoles et semences et équipements	Pour la mise en valeur contre saison de riz, blé et maraîchage (d'environ 500 ha)	15 000 000	1 500 000			13 500 000		Soumpi
Mise en place des caisses de crédit	Croissance économique	25 000 000	25 000 000					Soumpi	

	Motopompes, motocultures, charrues, charrettes, batteuses (Moulins, décortiqueuses, poste de soudure, charge de batterie).	Equipements agricoles	14 000 000	1 400 000		6 300 000	6 300 000		Commune
	Adduction eau au chef lieu de la commune	Approvisionnement en eau potable	25 000 000	2 500 000			22 500 000		Soumpi
	Puits domestiques à grand diamètre ou forages équipés de pompe INDIA	Approvisionnement en eau	40 000 000	4 000 000		18 000 000	18 000 000		Tiakara et Gang
	Puits, forage ou pompe india	Approvisionnement en eau	8 000 000	800 000		7 200 000			Kassoum et Commune
	Puits pastoraux	Approvisionnement en eau pour animaux	70 000 000	7 000 000		31 500 000	31 500 000		Barbaguel, Gari, Tinguel, Zouguel et Inassarakine
	Mise en place d'une structure d'approvisionnement d'équipements de pêche	Equipements de pêche	4 000 000	4 000 000					Soumpi
	Construction de 3 Puits maraîchers	Développer le maraîchage	9 000 000	900 000		8 100 000			Soumpi, Kassoum et Tiakara
	Régénération des bourgoutières de 700 ha environ et pâturages éoliens	Embouches bovines	6 000 000	600 000			5 400 000		Villages bourgoutiers
	Dépôt de produits phytosanitaires	Protection des cultures	3 000 000		3 000 000				Soumpi
	Restauration des forêts	Protection de l'environnement	18 000 000	900 000			17 100 000		Toute la commune
	Atelier de production de viande séchée	Conservation de la viande séchée	2 500 000	2 500 000					Soumpi
	Réalisation de la route Niono-Soumpi	Désenclavement de la commune	5 000 000 0000		5 000 000 0000				Soumpi-Niono

ACCESSIBILITE	Bac de traversée (moteur)	Désenclavement de la commune	1 000 000	1 000 000				Attara
	Aménagement de 3 Pistes Rurales	Désenclavement de la commune	24 000 000		24 000 000			Soumpi Farana ; Soumpi Kassoum ; Farana Lac Kabara ; Farana Attara
	Appuis financiers aux commerçants	Développer le commerce	10 000 000		10 000 000			Commune
UTILISATION APPROPRIEE	Dépôt de pharmacie	Couverture sanitaire	4 000 000		4 000 000			Soumpi, Attara
	Campagne d'IEC	Couverture sanitaire	3 000 000	3 000 000				Tous les villages
	Jardins maraîchers	Disponibilité des produits maraîchers	2 500 000	2 500 000				Tous les villages
STABILITE	Approvisionnement des banques de céréales	Sécurité alimentaire	5 000 000		5 000 000			Banque de céréales
	Pistes et routes	Désenclavement	300 000 000		300 000 000			Déjà citées

LISTE DES PARTICIPANTS AU PROCESSUS D'ELABORATION DU PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE (PSA)

I Conseillers et Agents communaux :

1. Aldianabangou Diambeli
2. Diama Sogoba
3. Ousmane G Cissé
4. Mamoudou Sidi
5. Hammadoun Sogoba
6. Boureïma Maghan Traoré
7. Housmi Aldianabangou
8. Amadou Bocar Boré
9. Aly Wangaraba

II Chefs de villages et fractions :

1. Lafia Ousmane Sogoba (Soumpi)
2. Demba Niago (Conseiller Soumpi)
3. Madjou Goumbalé (Gamba)

III Services techniques et partenaires :

1. Abdou Infa Dicko (Conservation de la Nature)
2. Bamoye Traoré (Directeur d'école)
3. Issa Baba Coulibaly (Enseignant)
4. Boubacar Cissé (Enseignant)
5. Mohamed Ag Aboubacrine (Enseignant)
6. Hammadoun Kelly (Enseignant)
7. Salif Coulibaly (Enseignant)
8. Demba Ousmane (Enseignant)
9. Yoro Hammadoun (Enseignant)
10. Aminata Maïga (CPM)
11. Sekou Almamy (CPM)
12. Hammady Ousmane Kassambara (CSCOM)
13. Sekou Konta (Pêche)
14. Mahamadou Coulibaly (Conseiller CCC)
15. Abdoul Karim Abdel Kader (Conseiller CCC)
16. Mahamane Sidibé (Conseiller CCC stagiaire)